

CAHIERS DU CRISES

Collection «Études de cas d'entreprises d'économie sociale»

No ES9908

**Développement communautaire et économie
sociale: l'expérience péruvienne de
Villa el Salvador**

par

Louis Favreau et Lucie Fréchette

Copublication du CRISES et de la CRDC-UQAH

avril 1999

PRESENTATION DE LA COLLECTION

La collection des "entreprises d'économie sociale" présente des études réalisées dans le cadre de l'un ou l'autre des chantiers de recherches de l'axe Économie sociale du CRISES¹.

Dans cette collection, on retrouvera donc quatre séries d'études. Une première sera constituée de monographies de fonds de développement régional, local et communautaire qui ont été réalisées pour la plupart dans le cadre du projet CRISES/PRO-FONDS. Une deuxième série porte sur les entreprises associatives qui ont des objectifs d'insertion sociale et professionnelle. Une troisième est constituée d'études de dispositifs d'accompagnement du développement local (CDEC, CDC, SADC, etc.) qui exercent des fonctions de gouvernance locale et qui soutiennent des initiatives relevant de l'économie sociale. Enfin, on retrouvera également des études de coopératives de services, de coopératives de travail et de coopératives de travailleurs-actionnaires qui répondent à leur façon aux défis de la crise de l'emploi et de l'État-providence.

Chaque étude a l'ambition de décrire méticuleusement chacune des initiatives selon une grille méthodologique qui cherche à mettre en lumière entre autres 1) les conditions d'émergence de ces entreprises et organisations, 2) les formes organisationnelles (organisation du travail et mode de gestion), 3) les formes institutionnelles (rapport à l'État, statuts juridiques, répartition du pouvoir entre les divers acteurs), et 4) les impacts sociaux et le rapport au milieu. Visant avant tout à faire une bonne description des catégories d'observation, ces études sont révélatrices des rapports et des conditions dont l'économie sociale est tributaire tout comme de la grande diversité et de la créativité dont chacune des organisations fait preuve.

Ces études de cas s'inscrivent dans une étape essentielle de la démarche de recherche sur l'économie sociale du CRISES. Ensemble, elles composent le matériel d'analyse des chercheurs du CRISES qui visent, par l'étude d'expérimentations spécifiques, à cerner leur potentiel en termes d'innovations sociales, de diffusion et de démocratisation des rapports sociaux, et de régulation sociale de l'économie. Ces études qui seront reprises dans le cadre d'analyses comparatives, présentent dès maintenant un intérêt certain, non seulement pour la recherche mais pour tous ceux et celles qui veulent approfondir la théorie et les pratiques liées à l'économie sociale, notion qui fait de plus en plus l'objet de débats sur la scène publique.

Benoît Lévesque, coordonnateur
Lucie Mager, professionnelle

¹ L'économie sociale est l'un des deux axes de recherche du Centre de recherche interuniversitaire sur les innovations sociales dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale (CRISES). Cet axe regroupe, à travers un recoupement de différents réseaux, un noyau d'une quinzaine de chercheurs et une vingtaine d'étudiants à la maîtrise, au doctorat ou en stage post-doctoral en provenance de différentes universités québécoises (UQAM, UQAH, UQAR, Laval, HEC, Concordia), qui travaillent autour d'une même problématique sur une dizaine de projets de recherche différents. On trouvera une liste complète de ces projets de recherche dans le dernier rapport annuel d'activités du CRISES. Sur la problématique développée dans le cadre de l'équipe Économie sociale du CRISES, voir les Cahiers du CRISES no 9504 et 9505. Pour les premiers résultats du projet de l'équipe PRO-FONDS, voir le cahier du CRISES no 9610; voir aussi le Profil socio-économique des Fonds de développement local et régional au Québec, BFDR-Q, mai 1997. Pour la méthodologie des études de cas, voir Cahiers du CRISES no 9605, Yvan Comeau, Grille de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale, 1996. Enfin, on trouvera aussi des informations utiles sur l'économie sociale sur le site web du CRISES, à l'adresse <<http://www.unites.uqam.ca/crises>>.

RESUME

Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, une majorité de pays du Sud voit leur situation générale se dégrader. Et pourtant, dans nombre de pays, des initiatives locales naissent pour faire face, de façon à tout le moins défensive, sinon offensive, à la crise (Favreau, 1997). Dès lors, en ce qui a trait aux pays du Sud, la question du développement se pose en des termes nouveaux. Nombreux aujourd'hui sont les chercheurs, les coopérants et même certaines instances internationales (comme le BIT) qui confirment l'importance de la participation des populations locales dans le processus conduisant au développement.

Cette participation qui ne fait plus de doute est une condition indispensable au développement. Mais est-elle non suffisante? L'expérience de Villa el Salvador (VES) est particulièrement riche en terme de participation populaire. Mais cette expérience fait valoir que plusieurs moteurs de développement longtemps délaissés sont liés à cette participation, identifiant du même coup d'autres éléments de réussite du développement. C'est ce que ce texte a l'ambition d'examiner.

Villa el Salvador est un bidonville de 300 000 habitants, en banlieue de Lima. Cette municipalité se caractérise par son haut degré d'organisation sociale: non seulement plus de 3000 associations y sont aujourd'hui actives mais celles-ci déploient leurs activités dans un cadre d'organisation communautaire très évolué. VES a en effet su développer un aménagement de son territoire correspondant à une organisation de la communauté par pâtés de maison autour de 120 places communes. Cette expérience unique en Amérique latine est riche en leçons de toutes sortes, même si elle n'a pas encore suscité tout l'intérêt auquel elle aurait droit¹. Comment s'organisent ces 300 000 habitants et comment une telle municipalité a-t-elle pu se développer? Résultat d'une enquête sur place et de plusieurs échanges entre Péruviens et Québécois engagés dans la coopération internationale sur 10 ans, ce texte tentera de répondre à ces questions².

¹ Les lecteurs noteront toutefois que la série *Nord-Sud* à Télé-Québec a produit en 1989 un vidéo portant sur Villa El Salvador (*Villa el Salvador: un rêve dans le désert*). Quelques livres font référence à cette expérience (Rodrigo, 1990; Durning, 1989). Pour notre part, nous avons tenté une première synthèse au début des années 90 (Favreau et Fréchette, 1992 et Favreau et Fréchette, 1993). Le présent texte opère une refonte des articles déjà parus à la lumière des cinq dernières années de développement communautaire à VES.

² Depuis bientôt 10 ans (1989), des échanges sont organisés dans le cadre d'ententes de coopération Québec-Pérou (UQAH et Solidarité Sud, une ONG de l'Outaouais avec SUR et DESCO, deux ONG péruviennes) et le soutien du Québec à des projets de développement au Pérou (Fréchette et Favreau, 1993). Des séminaires portant sur l'organisation communautaire ont d'ailleurs été tenus à l'UQAM, à l'INRS-Urbanisation, à l'UQAC et à l'UQAH de même qu'à PU. Laval. Le présent texte s'appuie sur six séjours au Pérou (de 1989 à 1995) et sur un séjour à l'été 1997 qui nous avait amené au Pérou pour le Symposium international sur l'économie solidaire de Lima (Favreau et Lachapelle, 1997).

TABLE DES MATIERES

Le Pérou contemporain: économie, migration et urbanisation.....	1
La migration massive des campagnes vers les villes.....	1
L'urbanisation sans industrialisation.....	2
Le Pérou contemporain: politique et société.....	3
Le gouvernement militaire du général Velasco.....	3
Guérilla et terrorisme.....	4
Villa el Salvador: l'émergence d'une communauté autogérée.....	5
À l'origine: une invasion de terrains soutenue par le travail d'ONG locales et une volonté politique de l'État de faire de la planification urbaine.	6
Un trait distinctif de Villa el Salvador: son schéma d'aménagement.	7
25 ans d'organisation communautaire à Villa el Salvador.....	8
Une première administration municipale.....	9
Les projets concrets de développement.....	10
1. Le logement à Villa el Salvador.....	10
2. Les cuisines collectives à Villa el Salvador.....	12
3. Le développement industriel.....	14
4. Le développement agro-alimentaire et l'écologie du bidonville.....	15
Villa el Salvador et le développement communautaire.	15
Développement communautaire, économie solidaire et coopération internationale à Villa el Salvador: de quelques conditions de réussite.....	16
Sources d'information.....	19
Repères bibliographiques	20

Développement communautaire et économie solidaire: l'expérience péruvienne de Villa el Salvador

par **Louis Favreau et Lucie Fréchette**

Depuis la Seconde Guerre mondiale, quatre phénomènes majeurs ont marqué l'évolution du Pérou: au plan socioéconomique, la migration des campagnes vers les villes et une urbanisation sans industrialisation; au plan sociopolitique, un gouvernement militaire d'un type un peu particulier qui a dirigé le pays pendant plus de dix ans (1968-1980) de même que l'existence d'une guérilla forte dans les années 80.

Le Pérou contemporain: économie, migration et urbanisation.

Blotti entre l'océan Pacifique, le Chili, l'Équateur, le Brésil et la Bolivie, le Pérou est un pays andin dont la majorité indienne et métisse représente près de 85% de la population totale (24 millions d'habitants). La démocratie y est fragile et le contexte structurel du pays est celui d'un pays qui ne cesse de s'appauvrir et d'être déchiré par le terrorisme et la répression jusqu'à ces dernières années (1985-1995). L'économie informelle y est à la fois un mode de vie et un mode de survie.

La migration massive des campagnes vers les villes

Comme la plupart des pays d'Amérique latine, le Pérou a connu une forte migration des habitants des campagnes vers les villes, mouvement migratoire particulièrement important au cours des années 60. L'exemple le plus patent est peut-être le village de Chimbote qui comptait deux mille habitants dans les années 60 pour dépasser les deux cent mille en 1970 (Lloyd, 1980). De son côté, Lima, la capitale nationale, est passée d'un demi-million d'habitants dans les années 40 à plus de sept millions dans les années 90. Avant 1970, les deux tiers de sa croissance démographique étaient attribuables à l'apport migratoire des campagnes. Depuis 1970, la croissance est redevable pour les deux tiers à la natalité.

Ce mouvement migratoire a renversé en quelques décennies le modèle traditionnel d'occupation du territoire péruvien. La population urbaine compte maintenant pour 72% de la population totale du pays qui, jusqu'à tout récemment, était principalement paysanne. Ce mouvement a aussi inversé l'équilibre entre la capitale et le reste du pays: alors qu'en 1903, Lima regroupait un vingt-cinquième de la population péruvienne, elle en compte

aujourd'hui le tiers. Il s'agit donc d'une ville immense où les bidonvilles (ou *barriadas*) se sont développés à un rythme accéléré depuis les années 40. Les *barriadas* désignent comme on le verra une forme précaire de construction et d'équipement, en quelque sorte une forme d'urbanisation de la pauvreté.

Dans les bidonvilles aucun équipement n'est prévu car les besoins dépassent largement les capacités de l'État à y répondre. La population arrive d'abord, puis peu à peu, par la pression démographique et sociale, s'y greffent des services publics urbains (eau et égout, électricité, rues et transport en commun). Encore aujourd'hui, le service public se fait rare au Pérou. Par exemple, les services d'eau potable et d'égouts ne desservent que 60 % de la population du pays. À Lima, 25 % de la population n'a pas d'installation d'eau à domicile et 65 % souffre des restrictions dans l'approvisionnement en eau. Ce siècle s'achève avec une capitale énorme mais peu productive, totalement malsaine, et une campagne dépeuplée et très en retard au plan du développement agro-alimentaire. De plus, le pays ne dispose pas des ressources nécessaires pour donner du travail à l'ensemble de la population de sorte que le problème de l'emploi en milieu urbain est venu supplanter la question du monde indien et de la paysannerie.

L'urbanisation sans industrialisation

En Europe et en Amérique du Nord, le phénomène de l'urbanisation a été concomitant à celui de l'industrialisation. Ce n'est pas le cas en Amérique latine, ni au Pérou. Ces sociétés s'y sont urbanisées sans s'industrialiser. En outre, les migrants ont rarement trouvé un emploi dans le secteur moderne de l'économie, secteur trop rachitique. C'est ainsi que l'on retrouve une population urbaine flottante, car, pour plus de 70% de celle-ci, ce sont des sans emploi ou des travailleurs vivant d'un travail précaire dans le cadre d'une économie informelle³. Cette population ignore presque complètement la réalité des rapports ouvriers-patron. Elle est sans patron.

La cause profonde de ce mal réside dans la rareté et la fuite des capitaux. Des années 40 jusqu'aux années 60, le Pérou a été le paradis du libéralisme et de l'exportation des matières premières. Cependant, à partir du milieu des années 50, les investissements privés ont chuté et il n'y a plus eu de réinvestissement local. Dans une économie d'exportation, les profits sont soumis aux contraintes du marché international puisque le

³ L'économie informelle est un dispositif de survie, non un dispositif de développement (Lautier, 1994). En Amérique latine, l'économie informelle est prédominante, occupant de 50 à 70% de sa population urbaine dans la plupart des pays.

marché intérieur est trop faible pour supporter la demande. Depuis les années 60, le Pérou est donc devenu exportateur de capitaux en direction des États-Unis, notamment de l'État de la Floride.

Avec les années 60, l'État s'est proposé de prendre la relève de l'investissement privé déficient. Sous le couvert d'une législation censée favoriser les investisseurs privés, il s'est engagé dans une forme de capitalisme étatique pour suppléer à une bourgeoisie incapable d'assumer ses tâches. Avec les années 70, les entreprises publiques en arrivent à générer le tiers du produit intérieur brut (PIB) et 15 % de l'emploi de la population active. Mais le contraste entre cette économie publique et l'ensemble de l'économie est d'autant plus prononcé que la majorité de la population active vit dans une économie informelle faite de petits boulots et de survie.

Ce qui signifie qu'à la différence de l'Argentine et du Chili par exemple, le prolétariat moderne, celui des grandes entreprises manufacturières, des grandes entreprises d'extraction de ressources naturelles, des grandes entreprises publiques d'hydroélectricité, etc., a un poids relativement faible dans les milieux populaires péruviens. Dans Lima, l'économie informelle est très clairement la forme dominante d'activité économique. Les travailleurs sont indépendants, ils s'adonnent sporadiquement à une quelconque micro-production. Ils peuvent même changer de travail en quelques jours et ils ne bénéficient d'aucun revenu fixe. Les figures sociales de cette économie sont les vendeurs ambulants et les artisans plutôt que l'ouvrier métallurgiste des mines et de l'industrie.

Le Pérou contemporain: politique et société.

Le gouvernement militaire du général Velasco.

L'Amérique latine a parfois connu des régimes militaires progressistes. Ce fut le cas au Pérou sous le régime de Velasco Alvarado et de son successeur, de 1968 à 1980. Avant ce gouvernement militaire, la société péruvienne était oligarchique. La classe dirigeante était formée de propriétaires fonciers de la Côte qui en constituaient la fraction moderne (les exportateurs de sucre et de coton), de propriétaires fonciers de la Sierra qui en constituaient la fraction traditionnelle et de financiers (les grandes banques privées) liés aux multinationales américaines. Les classes moyennes n'existaient pratiquement pas et la majorité indienne était à toutes fins pratiques réduite à l'état de servage sur les terres de la Sierra. Héritage direct de la conquête espagnole, le servage consistait à concéder un lot

aux paysans en contrepartie d'un certain nombre de jours de travail gratuit avec l'interdiction de sortir des terres.

La situation a commencé à changer à partir des années 40 mais ce sont les militaires progressistes de 1968 qui l'ont complètement transformée en instaurant une véritable réforme agraire et en nationalisant les mines. Les grands propriétaires se sont alors vus évincés du pouvoir et le régime oligarchique s'est effondré. Ces militaires ont aussi contribué au développement d'un capitalisme d'État: à la recherche d'une voie entre le capitalisme et le communisme, ils ont considéré que le modèle yougoslave favorisant l'autogestion et les coopératives pouvait représenter une alternative. Sans minimiser le caractère autoritaire de ce régime, on lui doit d'avoir été réformiste et d'avoir ainsi favorisé certaines formes d'autogestion, le développement de coopératives et la constitution du *Sistema nacional de apoyo a la movilizacion social* (SINAMOS). Il a aussi lancé une réforme urbaine qui a donné son premier élan à Villa el Salvador.

Guérilla et terrorisme.

À la fin des années 70, le Pérou a aussi assisté à la montée en puissance du terrorisme (Hertoghe et Labrousse, 1989). D'abord, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) et la guérilla maoïste de Sentier lumineux, la plus connue et la plus forte des deux. Aucun des deux groupes armés n'a respecté les droits de l'homme de la population civile. Bien que moins violent, le MRTA n'a pas hésité à assassiner pour résoudre ses disputes internes. L'organisation du Sentier lumineux a cependant été particulièrement cruelle.

Ce dernier groupe prétendait en effet ouvrir un chemin dans l'histoire à la pointe des fusils. Ses militants ont systématiquement utilisé la violence pour résoudre quelque problème politique que ce soit. Au début des années 90, le Sentier lumineux a étendu ses activités dans les centres urbains, particulièrement à Lima et notamment à Villa el Salvador. Non seulement a-t-il recouru largement à la menace armée mais ce groupe est également responsable de l'assassinat de nombreux dirigeants populaires dont l'ex-mairesse adjointe de Villa el Salvador, également présidente de la Fédération des femmes de VES. Mentionnons aussi que le Sentier lumineux a à l'époque résolu ses problèmes logistiques en s'alliant aux narco-trafiquants. Les barons de la drogue, généralement des Colombiens, ont financé la guérilla maoïste en acceptant de payer une taxe à la production sur les territoires contrôlés par elle.

Simultanément, le niveau des opérations militaires du gouvernement a progressivement augmenté et de grandes zones du pays ont été placées sous contrôle des forces armées. Les militaires n'ont pas davantage respecté les droits de l'homme que les adversaires qu'ils prétendaient combattre: ils appliquaient les méthodes que les Péruviens ont qualifié de «guerra sucia», de guerre sale (disparitions de suspects, fosses communes, torture et viols). Pendant une quinzaine d'années (1980-1995), une grande partie de la population s'est ainsi trouvée coincée, presque prisonnière de ces deux machines de guerre, toutes deux disposées à imposer leur force brute sur le terrain militaire.

À la fin des années 80 et au début des années 90, le Pérou tout entier s'est retrouvé avec une situation économique et politique magistralement dégradée par: 1) la perte de 50% du pouvoir d'achat moyen de sa population (le taux d'inflation a même été de 2 700 % en 1989)⁴; 2) la rupture pendant plusieurs années des liens avec les organisations financières internationales (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international); 3) une épidémie de choléra dévastatrice (Reyna et Zapata, 1991); 4) l'intensification du trafic de la drogue (extraction, production, commercialisation au noir) dans le triangle Bolivie-Pérou-Colombie; 5) la présence quotidienne du terrorisme (par ex. l'absence régulière d'électricité aux heures de pointe dans la capitale ou la menace faite aux leaders populaires dans les quartiers, etc.). Bref, dans la période 1985-1995, plusieurs conditions générales du pays sont loin de concourir à la stimulation du développement communautaire dans les *barriadas*. La description de ce contexte socioéconomique et sociopolitique instable ne donne que plus de valeur à l'expérience de Villa el Salvador.

Villa el Salvador: l'émergence d'une communauté autogérée.

Le travail d'organisation communautaire au Pérou comme en bien d'autres pays d'Amérique latine s'articule autour d'un processus qui permet à des communautés locales de commencer à répondre à des besoins de base en matière de logement, de santé, d'éducation, d'alimentation et d'emploi (Favreau et Fréchette 1991). S'organiser dans la communauté est d'abord envisagé en termes de survie, pour ensuite se développer dans une dynamique plus socio-politique, ce à quoi ont fortement contribué les organisations de femmes et les ONG engagées dans les communautés locales. Les ONG et les expériences de développement autogérées du Pérou, comme celle de Villa el Salvador, participent de cette

⁴ Dans de telles conditions, il était très difficile, voire pratiquement impossible de maintenir une activité économique. En 1991, le gouvernement de Fujimori a finalement freiné l'inflation, mais au prix d'une très forte contraction du marché intérieur.

dynamique de l'organisation communautaire latino-américaine et se retrouvent au sein de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler au Sud l'économie populaire et solidaire (Ortiz, 1994) et au Nord, la nouvelle économie sociale (Favreau, 1997).

À l'origine: une invasion de terrains soutenue par le travail d'ONG locales et une volonté politique de l'État de faire de la planification urbaine.

La forte migration vers Lima a créé dans les années 60 une très grande rareté de logements. Les prises de terrain entraînent la répression. Fait nouveau cependant, en arrivant au pouvoir, le gouvernement de Velasco promet de solutionner le problème autrement que par la répression en projetant de créer une ville pour les plus pauvres, une ville modèle qui serait indépendante et différente de Lima proprement dit. Et pour que les gens ne soient pas obligés de se rendre quotidiennement à Lima pour travailler, le gouvernement planifie aussi une réserve de terrains pour développer un parc industriel et, en marge de la zone résidentielle, une réserve ou, en quelque sorte, une zone destinée à l'agriculture et l'élevage. Villa el Salvador naît à la faveur de cette conjoncture: un gouvernement réformiste sensible à la question des bidonvilles entre en action au moment où quelques 600 familles en 1970 occupent un coin de désert à 30 kilomètres du centre-ville de Lima, 600 familles qui deviendront très rapidement des milliers de familles occupant ces terrains (soit 100,000 personnes dès la fin de 1973).

Mais à Villa el Salvador, les prises de terrain ne se réduisent pas à une simple occupation des lieux. Dès le point de départ, avec le concours de militants chrétiens, de militants de mouvements politiques de gauche et de professionnels d'ONG liméennes, VES se dote d'une forme particulière *d'organisation sociale de son espace en faisant du groupe résidentiel l'unité de base de l'organisation de son territoire*. Le groupe résidentiel comprendra en moyenne 384 familles, soit entre 2 000 et 2 500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'une place commune réservée aux services de base qu'elles ont en commun: l'école maternelle, le centre de santé, le local communal, le terrain de jeu. VES crée ainsi en quelques années 120 places communes.

Le développement des groupes résidentiels a commencé dès l'arrivée des premiers groupes de familles sur les terrains occupés, terrains où, précisons-le, n'existaient aucun service: ni eau, ni électricité, ni voies de circulation. Avec la collaboration des ONG, en fait avec leur apport en services légaux et leur expertise d'installation de services, les nouveaux occupants se sont rapidement regroupés pour obtenir de la municipalité de Lima qu'elle leur fournisse des services. Soulignons ici qu'à Villa el Salvador, les femmes ont assumé

la plus grande partie de l'animation des réseaux de voisinage qui se sont peu à peu structurés en groupes résidentiels.

En outre, dans ce processus, les militants chrétiens ont joué un rôle important en matière de formation de leaders. Le clergé local a organisé des communautés de base dans les groupes résidentiels en s'inspirant de la théologie de libération⁵. Formés dans ces groupes durant quatre ou cinq ans, les jeunes de la deuxième génération, nés à Villa el Salvador, se retrouvent par la suite assez souvent dans des mouvements politiques de gauche et/ou deviennent des animateurs de la communauté (poste de radio communautaire locale, etc.).

Un trait distinctif de Villa el Salvador: son schéma d'aménagement.

Villa el Salvador innove surtout en brisant le modèle colonial classique des villes d'Amérique latine. En effet, les villes héritées de la colonisation espagnole sont construites autour de la *plaza de armas*, une place d'armes bordée par le palais du gouverneur, l'église, le palais de justice et la prison. Cette place d'armes possède une grande valeur symbolique puisque autour d'elle se construisent les édifices qui symbolisent le pouvoir de l'État et de l'Église. Dans le cas de Villa el Salvador, au contraire, la place commune conçue de façon communautaire avec une démocratie à l'échelle microsociale est un concept favorisant la décentralisation puisque chaque place est le centre d'un milieu de vie. À Villa el Salvador, les places communes ne sont pas une prolongation du pouvoir de l'État et de l'Église. Elles forment plutôt un ensemble d'espaces démocratiques favorisant la structuration de la société civile: *à Villa el Salvador, la place commune participe d'une conception décentralisée du pouvoir puisque chaque place se substitue à la Place d'armes en tant que centre d'un milieu de vie.* Sur le plan démocratique, Villa el Salvador s'est ainsi donnée un immense avantage en se dotant de ce type de schéma d'aménagement du territoire.

Cette caractéristique de Villa el Salvador est déterminante. Elle la distingue des autres bidonvilles: l'occupation de l'espace est venue correspondre au modèle d'organisation

⁵ Dans ce courant de la théologie latino-américaine, Gustavo Gutierrez, théologien et aumônier d'action catholique, est considéré comme un initiateur. Prenant acte du déblocage pastoral initié par le Concile Vatican II (1962-1965) et de l'évolution historique de l'Amérique latine, les théologiens de la libération ont renouvelé la théologie par leur réflexion et leur engagement au service des communautés de base dans les milieux populaires des bidonvilles. Ces communautés de base correspondent à une stratégie pastorale adoptée en 1968 par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) réuni à Medellin (Colombie), confirmée par la suite à Puebla en 1979. Voir à ce propos G. Baum (1987).

sociale d'une population paysanne et indienne disposant d'une culture (mode de vie) fondée sur l'entraide.

25 ans d'organisation communautaire à Villa el Salvador.

La vieille loi du voisinage en milieu rural, concrétisée à VES par le groupe résidentiel, est à la base de cette organisation sociale. Cinq délégués sont élus annuellement dans chaque groupe résidentiel pour prendre en charge la santé, la condition des femmes, les sports, l'éducation et la culture (jeunes), et l'activité économique (production et commercialisation). La population de VES a ainsi acquis, après plus de 25 ans, une large expérience dans la gestion de ses propres projets et dans le contrôle de son développement.

Ce modèle est profondément ancré dans la tradition communautaire indienne. Avant même l'empire Inca, la loi de réciprocité réglait les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique dans les collectivités indiennes. Par exemple, au moment où se formait un couple, l'ensemble de la communauté collaborait à la construction de la maison; en retour, ce couple participait aux travaux communautaires de construction durant toute l'année. Cette tradition se perpétue à Villa el Salvador par des corvées communautaires: les citoyens exécutent les travaux décidés par les responsables politiques et, en retour, l'État leur fournit les outils et la nourriture. Quand les travaux sont complétés, on organise une fête de groupe résidentiel comme hier une fête de village. Cette tradition communautaire repose donc tout à la fois sur la propriété privée d'un lot et sur un travail fait en commun.

Quand les Indiens émigrent à la ville, ils amènent avec eux une culture. Cette culture n'aurait probablement pas survécu à l'industrialisation et à la prolétarianisation de la main d'oeuvre qui accompagne cette industrialisation. Mais cette culture a trouvé un terrain propice dans l'économie informelle. Il faut voir là un premier facteur de réussite de VES comme modèle de développement et de démocratie. Cette juxtaposition d'un modèle d'occupation de l'espace et d'une mentalité traditionnelle de caractère communautaire a fait défaut dans la plupart des autres bidonvilles constitués sans planification par des invasions de terrains. Quelques exceptions cependant: à l'instigation de la municipalité de Lima, alors contrôlée par la Gauche unie, deux autres bidonvilles fondés dans les années 80, Canto Grande et Huelca, ont cependant été planifiés selon un modèle semblable à celui de Villa el Salvador (avec des places plus petites encore soit 200 familles au lieu de 384 par groupe résidentiel).

Aujourd'hui plus de 3000 associations (de quartier et sectorielles) s'activent à VES et animent la *Comunidad urbana autogérée de Villa el Salvador* (CUAVES) (Velasquez Ramos, 1997) dans le cadre d'une organisation de voisinage très structurée qui a su prendre le contrôle de sa croissance dès ses débuts en mettant à profit plusieurs ONG.

Une première administration municipale

Depuis 1984, Villa el Salvador est détachée de la municipalité de Lima et a pu élire son propre maire. Cette nouvelle structure politique introduit en quelque sorte une première institution de caractère public (liée à la modernité) et non plus seulement communautaire: en effet cette institution ne repose pas sur la loi de voisinage mais bien sur celle de la citoyenneté et de la démocratie représentative. L'organisation de la ville est alors modifiée en conséquence: le pouvoir est désormais partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité. Le nouveau fonctionnement est le suivant: comme avant, chaque pâté de maisons, soit 24 familles, continue d'élire son délégué qui participe à l'assemblée générale du groupe résidentiel (chaque groupe résidentiel est formé d'une quinzaine de pâtés de maisons). Des délégués nommés par chacun des 120 groupes résidentiels forme la *Comunidad urbana autogérée de Villa el Salvador* (CUAVES). Une fois mise en place en tant qu'administration, la municipalité et ses élus ont reconnu d'emblée l'organisation communautaire de la population: les deux parties, la municipalité et la CUAVES, ont passé un accord pour confier le pouvoir à une commission mixte à laquelle participent les élus municipaux, les fonctionnaires et des délégués de la CUAVES chargés de traiter de toutes les questions qui les concernent avec la municipalité (Bellec, 1989; *Comunidad*, 1990). Depuis la reconnaissance de Villa el Salvador en tant que municipalité, la majorité des élections à la mairie ont été remportées par la gauche (à l'exception d'un épisode assez court en 1993-1995).

Cette évolution de la politique municipale a aussi amené la participation d'un certain nombre de professionnels capables de diriger les fonctionnaires municipaux et de fournir un appui aux dirigeants dans leurs négociations avec le gouvernement central. Avec la collaboration de ses animateurs traditionnels (militants chrétiens et militants politiques), la population de Villa el Salvador est maintenant davantage en mesure de régler sa vie interne. En plus de contribuer à l'éducation populaire, ces professionnels viennent en quelque sorte fournir un «ministère des affaires extérieures» à VES en tant que nouvelle municipalité pour traiter avec les fonctionnaires de l'État péruvien. Villa El Salvador représente donc une forme de modernisation urbaine qui s'est effectuée sans destruction

préalable de l'organisation sociale d'origine paysanne. En fait, elle a misé sur celle-ci en l'adaptant aux conditions de la vie urbaine (forte concentration de la population, etc.).

LES PROJETS CONCRETS DE DÉVELOPPEMENT

1. Le logement à Villa el Salvador.

Au Pérou, l'écart entre les revenus se manifeste dans la qualité des logements. On commence par se bâtir une maison avec des murs en torchis. Ensuite, quand le revenu le permet, on la refait en briques et en ciment. Les moins pauvres peuvent même se permettre d'ajouter un étage à leur résidence. Les maisons constituent donc un bon indicateur de la situation socio-économique des habitants. À Villa el Salvador comme ailleurs, les cent meilleures maisons appartiennent généralement à des commerçants mais l'effort de démocratisation de l'habitat, c'est-à-dire l'accès à un logement convenable et aux services afférents (eau, électricité, etc.) pour l'ensemble des familles de VES est manifeste comme priorité dans les efforts de la CUAVES et de ses groupes résidentiels.

Toutefois, au début des années 90, la croissance de la population a obligé à penser à la construction de maisons de deux étages. Des organisations non gouvernementales, dont l'ONG DESCO⁶, ont donc entamé un processus en ce sens en collaboration avec la coopération décentralisée française (Marchant, 1991:106-108). Grâce à des crédits français et au déblocage de lignes de crédits dans les banques de Lima, il a été possible de réaliser une nouvelle génération de maisons de ce type (une soixantaine). Par ailleurs, le problème le plus grave demeure encore la difficulté de s'approvisionner en eau potable. Si certaines parties de VES sont approvisionnées par une canalisation appropriée, d'autres secteurs le sont encore par camions-citernes.

2. Les cuisines collectives à Villa el Salvador.

Au cours des années 80, la faim a fait son apparition dans presque tous les foyers populaires péruviens. Pour cette raison, des organisations de survie sont nées et se sont

⁶ Desco est le diminutif de *Desarollo comunitario* ou développement communautaire, nom d'origine de cette organisation non gouvernementale (ONG). Aujourd'hui, le véritable nom de DESCO est *Centre de Estudios y Promotion del Desarrollo* (DESCO). DESCO est une des plus vieilles ONG de développement au Pérou. Mise sur pied il y a vingt-cinq ans, elle compte cent cinquante (150) employés dont les deux tiers sont des professionnels engagés socialement, généralement de gauche. Ils sont actifs dans le domaine de l'éducation populaire, du développement de l'habitation et de l'économie locale (recherche de crédits, adaptation de nouvelles technologies...), comme professionnels dans les mairies, etc.

bien implantées dans les quartiers populaires. Ces nouvelles organisations ont pris la forme de cuisines collectives et de cantines populaires.

Chaque bidonville peut compter des centaines de cuisines collectives appelées «comedores populares». En 1996, on dénombrait plus de 10 000 «comedores» au pays (Bonnet, 1997). Elles fonctionnent généralement cinq à six jours par semaine et servent autour de 150 à 200 repas par jour. Les cuisines sont dotées de structures de fonctionnement démocratique et sont de plus regroupées au sein de grandes fédérations (FEPOMUVES, AFEDEPROM). À la fin des années 80, Villa el Salvador comptait plus de 400 cuisines collectives. On en retrouve aujourd'hui quelques centaines de plus regroupant en moyenne 15 familles chacune. Ces cuisines rejoindraient actuellement près de 30 % de sa population.

À VES comme dans plusieurs bidonvilles, des cuisines ont planifié le développement de centres d'entreposage des aliments non périssables. Des ONG et des cuisines organisent également des programmes d'achat de groupe et de distribution en gros. Les économies réalisées par ces programmes d'approvisionnement et de distribution profitent aux cuisines, aux familles et aux économies locales. On procède à des achats en grande quantité, ce qui permet d'approvisionner les cuisines en denrées de base à des coûts moindres et, dans certains cas, d'organiser des ventes à rabais de denrées essentielles (riz, farine, huile, etc.) à l'intention des familles membres des cuisines. Les cuisines tentent donc de s'inscrire le plus possible dans des réseaux d'économie solidaire en satisfaisant des besoins sociaux et économiques des familles tout en s'orientant vers le développement d'activités génératrices d'emplois et de revenus. Elles ont aussi été à l'origine du développement d'entreprises locales et de services de proximité. Certaines cuisines collectives organisent des cantines populaires où d'autres personnes que les membres habituels de la cuisine peuvent venir consommer une soupe ou un met quelconque à un prix abordable.

Au Pérou, la majorité des femmes qui participent aux cuisines collectives ont un petit travail le plus souvent inscrit dans l'économie informelle. La cuisine collective où elles assument leur part de bénévolat une fois par semaine leur permet de vaquer à leur travail tout en assurant une alimentation convenable à leur famille. Il y a là matière à générer de meilleurs revenus pour la famille, la cuisine permettant à ces femmes de travailler une plus longue période de temps par semaine. Les femmes qui occupent un emploi régulier relativement permanent ont cependant peu de chance de participer très activement aux cuisines, les programmes gouvernementaux d'insertion au travail ne tenant pas compte de la présence

des cuisines collectives comme moyen de développer l'économie familiale et communautaire.

Les cuisines collectives auront permis de traverser la crise en réduisant les coûts grâce aux achats de groupe et à la préparation en commun des repas. Outre le fait d'aider à abaisser le coût de l'alimentation, les cuisines collectives offrent aussi un bon dispositif de socialisation: pendant que des femmes préparent les repas, d'autres en profitent pour organiser des activités éducatives, des fêtes, etc. Elles peuvent également servir de tremplin à la mise en oeuvre d'entreprises d'économie sociale et solidaire du type coopératives d'achat (achat de groupe et approvisionnement en gros) favorisant ainsi le développement d'entreprises locales et de services de proximité (Fréchette, 1997).

Les cuisines collectives participent de plus à la vie politique de VES. Au cours des années 80, les organisations de femmes, et en particulier la *Fédération popular de las mujeres de Villa el Salvador*, ont joué un rôle déterminant dans le maintien de la tradition autogestionnaire de la CUAVES. Au plan municipal, les femmes des cuisines collectives se sont jointes aux groupes de dirigeants de quartier pour réclamer la venue de services essentiels tels les égouts, l'électricité ou l'eau courante dans les quartiers. Les cuisines collectives ont finalement inscrit les organisations autonomes des femmes au sein des comités de gestion municipale ou au sein des réseaux d'influence dans le mouvement associatif. Les cuisines collectives sont maintenant des groupes reconnus au sein des organismes participant de l'économie sociale et solidaire péruvienne au même titre que les autres entreprises communautaires.

Les initiatives populaires telles que les cuisines collectives sont non seulement dirigées par des femmes mais elles sont à l'origine d'un important mouvement de femmes en milieu populaire, sûrement un des plus avancés de l'Amérique latine.

3. Le développement industriel

Dès la naissance de VES au début des années 70, le gouvernement militaire a constitué une réserve de terrains destinés au développement industriel au sein des bidonvilles qui s'investissaient dans l'organisation de leur quartier. Dans le cas de VES, la CUAVES avait même commencé, avec le support de l'État, à mettre en place l'infrastructure pour attirer les entreprises (électricité, eau, rues, etc.). Il s'agissait cependant d'un projet trop ambitieux que la forte récession des années 70 a brisé. VES n'a pas réussi à y attirer l'investissement privé et le projet de parc industriel est devenu une sorte d'éléphant blanc

jusqu'à la fin des années 80. La mairie a alors décidé de changer de cap et a plutôt considéré l'hypothèse d'utiliser ses terrains et ses ressources pour promouvoir la petite industrie locale. Bref, le retour à la case départ, c'est-à-dire au développement endogène. Parallèlement, la municipalité obtint du gouvernement central que le parc industriel devienne, sur le plan juridique, propriété d'une direction conjointe formée de l'État et de représentants de Villa el Salvador. À partir de 1988, la direction du parc industriel comptera six personnes: trois désignées par le gouvernement péruvien et trois de VES soit une pour la CUAVES, une pour le regroupement des petits entrepreneurs et commerçants locaux et une pour la mairie.

En misant sur le regroupement de petites unités de production locales plutôt que sur une hypothétique implantation de grandes entreprises, le plan original a voulu rassembler les artisans de cette production locale par champ professionnel, au sein d'entreprises débordant le cadre familial. Le plan a aussi prévu démarrer un programme de mise en commun de leurs achats, de leur machinerie et des ventes. Début 90, lors d'une première enquête, ayant rapidement constaté que des milliers de petits artisans constituaient le plus souvent des entreprises familiales fournissant de l'emploi à deux ou trois travailleurs, la direction du Parc industriel conclue que tous y gagneraient en se regroupant pour se consolider. Aujourd'hui, après 10 ans d'efforts, les résultats sont probants: sur une population active de 100,000 habitants, VES réussit à regrouper, à partir de son parc industriel comme pôle de développement, 30 000 postes de travail distribués dans 8000 petites et microentreprises dont 5000 dans le commerce, 2000 dans l'industrie et 1000 dans les services (Velasquez Ramos, 1997).

En créant une autorité autonome dans le Parc industriel, VES avait obtenu une extension de 180 hectares et entamé son travail avec et auprès de quelques centaines de petites entreprises. Ce travail a cependant vite impliqué la mise en oeuvre de nouvelles formes d'organisation de ce parc. La direction a donc créé cinq centres fournissant des services auxiliaires par branche de production auxquelles se sont joints une école de formation pour les métiers locaux, un complexe commercial et un centre de développement industriel, tous les trois en partie financés par la coopération internationale. Les branches de production établies suite à l'enquête furent la mécanique, le vêtement, le soulier, l'artisanat, les produits alimentaires, la menuiserie et la métallurgie. Différents services de sous-traitance complétaient le tout. En 1988, le premier plan quinquennal de développement économique local est soumis aux différentes instances de la CUAVES pour débat et approbation.

Début 90, avec l'offensive du Sentier lumineux à VES, le repli des organisations populaires et l'arrivée de la droite à la tête de la mairie ont ralenti le développement du parc. Néanmoins il sera en progression constante de telle sorte qu'aujourd'hui VES est en voie de sortir de sa situation de ville dortoir pour devenir une ville industrielle et commerciale disposant d'une économie locale propre. Ce faisant, elle est en voie de générer des impôts et des emplois locaux dans une agglomération où la majorité des gens s'inscrivaient jusqu'ici dans la seule économie informelle. Selon la direction actuelle du Parc, l'ambition est d'assurer le développement d'un entrepreneuriat moderne et solidaire faisant de VES la capitale de la petite et moyenne entreprise au niveau national en augmentant la capacité du Parc industriel. Pour ce faire elle veut assurer une meilleure formation professionnelle, fournir le support financier au démarrage et à la consolidation des entreprises existantes, structurer un cadre politique et légal accueillant pour les investissements (tout en tenant compte des règles de la municipalité en la matière), offrir un accès rapide à la route nationale *Panamericana Sur* pour faciliter la circulation des marchandises et finalement promouvoir la culture entrepreneuriale prioritairement en direction des jeunes et des femmes.

4. Le développement agro-alimentaire et l'écologie du bidonville.

Le plan de développement prévoyait aussi une zone d'élevage et d'agriculture. De ce point de vue, les résultats sont probants. En effet, Villa el Salvador est l'unique district dans la métropole de Lima qui ne rejette pas ses égouts à la mer. Au contraire, les égouts sont traités grâce à un processus très simple basé sur la sédimentation. Les eaux usées arrosent un bois de 40 hectares et irriguent une zone d'agriculture et d'élevage qui s'étend sur plus de 60 acres. On y pratique l'élevage et les cultures servent essentiellement au fourrage. Cette zone est sûrement celle qui impressionne le plus les visiteurs, parce qu'elle a été gagnée sur le désert au cours de dix années. Habituellement la ville chasse la campagne: à Villa el Salvador, la campagne est intégrée à la ville. Ce faisant, VES s'inscrit dans un mouvement qui tend à se développer un peu partout en Amérique latine mais aussi de plus en plus dans les sociétés du Nord, celui de l'agriculture urbaine, souvent initiée avec une approche d'économie solidaire⁷.

⁷ Voir à ce propos pour la France des jardins collectifs, les travaux de Cérézuelle (1996) et pour le Québec et le Mexique des jardins communautaires, la recherche en cours de Bouliane (1998).

Villa el Salvador et le développement communautaire.

Villa el Salvador est une expérience unique de développement communautaire et d'économie solidaire. Mais elle n'est pas la seule. Plusieurs initiatives du même type en Amérique latine le montrent bien, comme les brésiliennes, pour ne nommer que celles-ci, notamment celles de Porto Alegre (Cassen, 1998) ou de Fortaleza (Collobon et Parodi 1997). En outre, elle peut fournir de nombreux points de repère à l'organisation communautaire en général. En premier lieu, Villa el Salvador illustre bien ce que peut être l'aménagement de l'espace urbain à l'échelle d'une région entière et non plus seulement sur le registre du micro-projet (passage du micro au mezzo). Deuxièmement, elle fait la démonstration de la possibilité de mettre en place un processus autogestionnaire à la fois simple, efficace et applicable à une ville de grande taille. Troisièmement, elle fait voir comment il est possible, par une approche de développement local, économique et communautaire, d'impulser des initiatives (entreprises et organisations) d'économie solidaire à partir d'une économie à dominante informelle. Quatrièmement, Villa el Salvador montre une avenue pour générer des formules efficaces de développement communautaire: «Aide-toi et l'Etat t'aidera» constitue une pierre angulaire de l'organisation sociale de Villa el Salvador. Le même principe s'applique même si aujourd'hui, c'est plutôt le «Aide-toi et la coopération internationale t'aidera» qui prévaut, la municipalité et les organisations de solidarité internationale (OSI) ayant dû prendre le relais d'un État défaillant. Dans cette perspective, l'organisation par pâtés de maisons et par groupes résidentiels permet tout à la fois aux habitants de Villa el Salvador d'influencer le processus de décision de la municipalité mais aussi, et peut-être surtout, de mettre en oeuvre eux-mêmes, avec le concours de leurs partenaires, la construction communautaire d'écoles, de marchés, de centres de santé... et même d'avoir su planter, dans ce coin de désert, 500,000 arbres. Voilà autant d'éléments propres à enrichir la pratique de développement communautaire québécoise.

Certes il ne faut pas croire pour autant que Villa el Salvador soit un paradis: les conditions de vie n'y sont pas très différentes de celles des autres bidonvilles. Là comme partout ailleurs, les conflits sociaux s'y sont développés à la faveur de la crise économique et politique que vit dramatiquement les pays du Sud aujourd'hui. Par exemple, cinq ans après le lancement par la municipalité du premier plan de développement urbain (1985-1990), les responsables ont reconnu avoir rencontré des difficultés imprévues, notamment d'avoir présumé d'une très grande identité de vue entre les organisations communautaires

locales. Ils ignoraient à quel point cette société, majoritairement populaire dans un bidonville, est hétérogène et peut receler parfois des intérêts opposés.

Le plan ne prévoyait surtout pas à quel point l'accentuation de la crise allait provoquer des conflits entre les diverses institutions populaires. Il y a plus! Non seulement la crise économique peut accentuer les contradictions au coeur du peuple mais, au-delà d'un certain seuil, elle produit un effet pervers sur l'organisation des communautés. Quand débute une crise, le développement de la solidarité qui a été au coeur de la société andine est stimulé. Par contre, la pression trop forte exercée par les problèmes politiques et socioéconomiques du pays peut finir par ébranler la solidarité et la réciprocité elle-même et conduire à de véritables affrontements.

Par-delà les difficultés de l'environnement à l'échelle du pays, le grand espoir de Villa el Salvador réside dans sa démocratie et dans ce dispositif d'autogestion que ses habitants ont mis en place et font fonctionner de façon remarquable. On trouve à Villa el Salvador un cadre démocratique pour résoudre les conflits, les gens en sont très fiers. La démocratie ne peut solutionner tous les problèmes mais elle demeure encore la meilleure option.

Développement communautaire, économie solidaire et coopération internationale à Villa el Salvador: de quelques conditions de réussite.

Villa el Salvador, comme tant d'autres expériences dans les sociétés du Sud, est le produit d'une rencontre entre une population marginalisée et des leaders communautaires inscrits dans le sillage de mouvements sociaux (Assogba, 1997; Favreau, 1997). VES est le produit d'une rencontre entre une population marginalisée et des ONG qui assurent par leurs compétences le support professionnel à leur développement comme municipalité et comme communauté autogérée. VES est le produit d'une rencontre entre une population organisée et la coopération internationale décentralisée, celle qui favorise des jumelages d'écoles, de centres de santé, de municipalités, etc.. VES est le produit d'une population qui en s'organisant a su obtenir la reconnaissance et le soutien des pouvoirs publics. Plus que cela, VES est le produit d'une rencontre où on a misé sur une approche du développement local inscrit dans une perspective d'«empowerment» qui habilitait à imaginer différemment

son avenir⁸. Voilà cinq ingrédients de la réussite de VES dont il convient d'expliciter un peu plus les fondements:

1) VES a misé, *au plan socioculturel*, sur les traditions communautaires pour construire une organisation sociale à partir du niveau microsocial, le groupe résidentiel. Ce faisant, il a mis en marche des «moteurs délaissés du développement» (Merchant, 1991: 140) soit l'enracinement sur un territoire et dans une communauté et l'«oeuvre communautaire», c'est-à-dire la satisfaction d'un travail accompli en commun. Il faut y ajouter l'impératif de disposer de lieux collectifs de prise de parole et de prise de décision.

2) VES a misé, *au plan économique*, sur les dispositifs informels, sur les réseaux, les filières, le tissu économique du «rez-de-chaussée» de l'économie nationale, c'est-à-dire l'économie de subsistance communautaire (Verschave, 1994). VES a notamment su canaliser, par son parc industriel, les réseaux économiques et sociaux traditionnels qui sont devenus des circuits de petite production marchande. Le marché intérieur de survie a commencé à s'inscrire dans une économie de marché où l'économie sociale et solidaire (coopératives de travail, coopératives d'achats, etc.) a une place de choix.

Historiquement, les sociétés industrielles nées en Europe au siècle dernier ne se sont-ils pas très précisément construits, pendant plusieurs siècles, sur une «économie de rez de chaussée»? Une des conditions de développement économique s'avère être le «vivre ensemble» qui n'est pas seulement une économie de subsistance pour se nourrir mais pour habiter. La géographie n'a de cesse de nous le dire. L'histoire économique de l'Europe également (Braudel, 1980)⁹. Et habiter ne consiste pas seulement à se loger mais bien à occuper un espace social particulier pour des échanges économiques et sociaux, au plan local, sur un territoire qui prend peu à peu sens à travers ces échanges.

À VES, une population a appris à habiter ensemble dans un nouvel espace (logement, services urbains de base, transport court, etc.). Villa el Salvador est ainsi devenu un

⁸ Approche de développement local entendue au sens d'approche territorialisée, multiactivités, intégrant l'économie et le social et favorisant une planification stratégique du développement d'une communauté (Favreau et Lévesque, 1996).

⁹ C'est dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* que F. Braudel développe sa thèse d'une économie à trois étages composée d'une économie de subsistance (le rez-de-chaussée) qui est une économie informelle de la débrouille, puis d'une économie de marché local (au premier étage) et finalement d'une économie-monde (à l'étage supérieure). L'analogie d'un édifice à plusieurs étages illustre bien l'interdépendance des étages de l'économie. Une partie de ses travaux s'attarde à démontrer que les acteurs du marché, sur une période longue de l'économie, se sont formés dans l'économie de subsistance. L'économie de subsistance est une économie de réseaux, d'échanges très locaux, mais constituant un puissant tissu économique. Plusieurs siècles, du Moyen Âge jusqu'au 18e, seront nécessaires pour que surgisse une économie de marché qui vient désenclaver l'économie informelle en poussant à la démultiplication (production qui dépasse le seul besoin d'assurer sa survie, marché d'exportation, etc.).

terrain fertile pour des activités économiques et un terrain fertile pour la démocratie locale. Villa el Salvador: une population qui structure son réseau de voisinage. Villa el Salvador: une population qui se fait accompagner par des ONG et des OCI qui ont gagné leur crédibilité en s'engageant à ses côtés avec des expertises (compétences professionnelles) et une offre, l'accès à des réseaux de ressources. Villa el Salvador: une population qui s'est inscrite progressivement dans la planification du développement de son territoire par la pluriactivité et la démocratie.

Braudel a montré qu'une économie de marché se bâtit sur une longue tradition d'économie de subsistance. Mais la coopération internationale des États du Nord a longtemps oublié de le prendre en compte lorsqu'elle a voulu inciter les pays du Sud à faire leur développement. La conclusion que l'on peut en tirer pour la coopération internationale des pays du Nord avec le Sud, c'est de le prendre en compte en misant sur les associations et le système d'échanges à la base de cette économie de subsistance:

Les associations qui assurent le maillage le plus solide[...]sont quasiment invisibles pour les intervenants extérieurs[...] Pour articuler une coopération sur ces organisations, le facteur temps est déterminant: il est indispensable de prendre d'abord le temps d'une immersion profonde pour appréhender progressivement les processus associatifs endogènes (Baland, Defourny, Platteau et Peemans, 1998).

À défaut de cela, la coopération risque de générer plus d'effets pervers que de résultats positifs. Parmi un ensemble de conditions, la coopération internationale avec Villa el Salvador a su en tenir compte. Les associations formelles et informelles de VES ont toujours été là pour le rappeler à leurs partenaires.

Sources d'information

- * Observations participantes (séjours au Pérou et à VES) à six reprises entre 1989 et 1997.
- * Entrevues et rencontres à VES de décideurs, d'intervenants et de leaders communautaires de groupes et de zones dont le premier directeur des Services d'urbanisme (A. Zapata, 1990-1993) et l'actuel directeur de la promotion entrepreneuriale à Villa el Salvador (S. Velasquez Ramos).
- *Revue de presse: parmi d'autres, le journal *La Republica*.
- * Rencontres de chercheurs et d'intervenants d'ONG péruviennes, l'ONG SUR et l'ONG DESCO de même que H. Ortiz, économiste, membre de l'ONG *Servicios educativos El Agustin* et président du réseau péruvien d'économie solidaire.

Repères bibliographiques

...— (1990). *Plan de action de la CUAVES 1990-1991, Comunidad* (publication officielle de la CUAVES), juin 1990.

Assogba, Y. (1997), «Mouvement paysan et développement du tiers-monde: le cas de l'Afrique francophone» dans Klein J.-L. *Au delà du néolibéralisme, quel rôle pour les mouvements sociaux*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy.

Baland, J.-M., J.-P. Platteau, J. Defourny et J.-P. Peemans (1998), *Dynamiques d'économie sociale, pratiques locales et rôle des aides extérieures* (synthèse des résultats et recommandations), FUNDP/Centre d'économie sociale de Liège/UCL, Mars 1998, Liège.

Baum, G.(1987), «Théologie de la libération et marxisme», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 17/57, pages 135-141.

Bellec, F. (1989). «Pérou, le bidonville de l'espoir», *Croissance des jeunes nations*, n° 320, octobre, p.31.

Blondet, C. (1991) *Las mujeres y el poder. Una historia de Villa el Salvador*, Instituto de Estudios Peruanos éditions, Lima.

Bouliane, M. (1998), «Agriculture urbaine et économie solidaire: convergences et perspectives au Nord et au Sud», *Économie et Solidarités*, vol.29, #2, printemps/automne 1998.

Bonnet, N. (1997), «Les otages du Fujichoc», *Croissance*, #402, mars, p.26 à 29. Braudel, F.

(1980), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Armand Colin, Paris.

Cassen, B. (1998), «Démocratie participative à Porto Alegre», *Monde diplomatique*, août, p.3.

Cérézuelle, D. (1996), *Pour un autre développement social*, Desclée de Brouwer, Paris.

Collombon, J.-M. et M. Parodi (1997), «Une expérience brésilienne d'économie solidaire à Fortaleza», *RECMA*, #263, Paris, p.49 à 60.

DESCO (1986). *Organizaciones populares en Villa el Salvador*. Centro de estudios y promoción del desarrollo (DESCO), Lima, Pérou.

Durning, Alan B. (1989). «Mobiliser les communautés de base» dans Brown, Lester R. *L'état de la planète*, Economica, Paris, pages 253-284. Version abrégée de Durning, Alan B.(1988).«Mobilizing at the Grassroots: Local Action on Poverty and Environment», Worldwatch Institute.

Favreau, L. et R. Lachapelle (1998), *Économie solidaire et coopération Nord-Sud: la rencontre internationale de Lima*, Cahier #1, série Conférences, Chaire de recherche en développement communautaire, UQAH, Hull, 30 pages.

Favreau, L. (1997), *L'économie sociale mise en perspective: renouvellement au Nord, émergence au Sud*, Cahier #7, série Recherche, Chaire de recherche en développement communautaire, UQAH, Hull, 40 pages.

Favreau, L. et B. Lévesque (1996), *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, Canada.

Favreau, L., L. Fréchette, R. Lachapelle et A. Zapata (1993) «Du bidonville à la municipalité autogérée. Acquis et tensions à Villa el Salvador», dans *Économie et Humanisme*, no 326, p. 14 à 18.

Favreau, L. et L. Fréchette (1992), «Une expérience réussie d'organisation communautaire: Villa el Salvador, Pérou», *Nouvelles Pratiques sociales*, vol. 5, #2, p. 185 à 198.

Favreau, L. et L. Fréchette (1991), «L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine» dans *Théorie et pratiques en organisation communautaire* sous la dir. de L. Doucet et L. Favreau, Ste-Foy, PUQ.

Fréchette, L. (1997), *Les cuisines collectives du Pérou: un itinéraire de 20 ans*. Cahier du GÉRIS, série Pratiques sociales, no 4. GERIS/UQAH, Hull.

Fréchette, L. et L. Favreau (1993), «Intervention psychosociale et communautaire en milieu défavorisé. Une expérience de coopération internationale au Pérou», dans *Revue canadienne de travail social*, vol 10, no 1, p. 56 à 73.

Hertoghe A. et A. Labrousse (1989), «Les organisations populaires contre le Sentier», *Le Sentier lumineux au Pérou*, Ed. La Découverte/Enquêtes, Paris, pages 140-146.

Lautier, B. (1994), *L'économie informelle dans le tiers monde*, La Découverte, «repères», Paris.

Lenten, R. (1988), «Comedores en Peru. Organizando mujeres y reorganizando su trabajo». Ponencia al 46^{ième} congres international de americanistas, Amsterdam, juillet, 23 pages.

Lloyd, P. (1980), *The «Young Towns» of Lima (Aspects of Urbanisation in Peru)*, Cambridge, Cambridge University Press.

Merchant, C. (1991), *Nord-Sud: de l'aide au contrat*, Syros, Paris.

Ortiz, H. (1994), *Las organizaciones economicas populares (semillas pequenas para grandes cambios)*, Servicios Educativos El Agustino, Lima.

Reyna, C. et A. Zapata (1991), *Cronica sobre el colera en el Peru*, DESCO, Centro de Estudios y Promocion del Desarrollo, Lima.

Rodrigo, J. M. (1990), *Le sentier de l'audace (les organisations populaires à la conquête du Pérou)*, L'Harmattan, Paris.

Tovar, T. (1992), *Pobladores, organizacion, democracia y politica en Villa el Salvador*, Centro de estudios y promocion del desarrollo (DESCO), Lima.

Velasquez Ramos, S. (1997), *Hacia un plan estrategico de promotion empresarial para VES desde las PYMES*, Direccion de promocion empresarial y cooperacion, Municipalidad de Villa el Salvador, 11 pages (+ articles de presse de *La Republica* de février, avril et mai 1997).

Verschave, F.-X. (1994), *Libres leçons de Braudel (passerelles pour une société non excluante)*, Syros, Paris.

Villa el Salvador (1989), *Mapa social: Villa el Salvador y su proyecto popular de desarrollo*, Equipe tecnico de la municipalidad de Villa el Salvador, Villa el Salvador, Pérou.